

Affaires universitaires

Les enjeux identitaires : terreau fertile en recherche

Malgré les défis liés à l'étude des questions identitaires de la francophonie canadienne, sa pertinence demeure.

par JEAN-FRANÇOIS VENNE | 07 MAI 19

Dans plusieurs provinces, des titulaires de chaires de recherche œuvrent à mieux comprendre les communautés francophones à l'extérieur du Québec. Les résultats de leurs travaux font avancer les connaissances scientifiques, mais alimentent aussi le discours et les arguments des organisations de défense des droits des francophones.

Le 1^{er} décembre 2018, des milliers de francophones prennent la rue en Ontario et ailleurs au Canada pour dénoncer les compressions budgétaires décrétées par le gouvernement conservateur fraîchement élu de Doug Ford. Ils réclament notamment le rétablissement du financement de l'Université de l'Ontario français et du Commissariat aux services en français.

« Le rôle d'une chaire de recherche en histoire consiste à placer ce type d'événement dans une perspective historique, explique Serge Miville, titulaire de la Chaire de recherche en histoire de l'Ontario français à l'Université Laurentienne. Pourquoi cette question linguistique et identitaire mobilise-t-elle encore, dans un pays multiculturel, que certains qualifient de « postnational »? Pour le comprendre, il faut connaître l'histoire des communautés francophones, leurs luttes pour se maintenir et leur rapport à la majorité anglophone. »

Un sujet transversal

Le Canada compte moins de vingt chaires de recherche abordant diverses disciplines par l'angle de la francophonie, dont la majeure partie se retrouve à l'Université d'Ottawa et dans une moindre mesure à l'Université Sainte-Anne. Les universités de Saint-Boniface, de Moncton, l'Université Laval et l'Université Laurentienne en comptent une chacune. C'est donc dire que seules deux chaires de recherche s'intéressent à la francophonie canadienne à l'ouest d'Ottawa. Au total, seulement quatre Chaires de recherche du Canada portent sur ce sujet.

« Ce n'est pas assez », déplore Yves Frenette, titulaire de la Chaire de recherche du Canada Migrations, transferts et communautés francophones à l'Université Saint-Boniface. Ce dernier souligne que l'Ontario, malgré une population de près de 600 000 francophones, ne compte aucune Chaire de recherche du Canada sur ce thème. « Il s'agit du plus prestigieux programme de chaire de recherche au pays et l'étude des communautés francophones doit s'y trouver davantage représentée », ajoute-t-il.

À l'Université d'Ottawa, le programme de chaires sur la francophonie inauguré en 2004 a récemment été modifié. La nouvelle mouture se nomme programme de Chaires sur le monde francophone. On y retrouve quatre nouvelles chaires à dimension internationale, ouvrant sur la

francophonie sur d'autres continents. Une autre chaire sera réservée à un chercheur invité d'un pays étranger.

« Ces chaires sont essentielles, soutient Martin Meunier, titulaire de la Chaire de recherche Québec, francophonie canadienne et mutations culturelles à l'Université d'Ottawa. Elles injectent beaucoup d'argent et d'énergie dans la recherche sur la francophonie au sein de notre université, mais aussi dans la communauté franco-ontarienne et franco-canadienne, puisque nous collaborons avec plusieurs organismes. »

Le rôle de ces chaires importe d'autant plus que la question linguistique est transversale, comme le rappelle Linda Cardinal, titulaire de la Chaire de recherche sur la francophonie et les politiques publiques de l'Université d'Ottawa. Selon elle, tous les secteurs de recherche présentent une composante linguistique. Elle donne l'exemple de l'accès des francophones aux services de santé, un domaine dans lequel maintes recherches ont identifié des lacunes, dont certaines ont mené à des modifications de l'offre de soins de santé.

De la même façon, s'intéresser aux outils d'intelligence artificielle en traduction, c'est aussi s'intéresser à la langue. « Il y a une incidence linguistique dans tous les domaines de recherche, dit-elle. Pourtant, on peine à faire reconnaître la langue comme un objet de recherche intéressant au Canada. »

Selon elle, cela découle en partie du fait que la question linguistique reste un sujet sensible au Canada, souvent associée à des crises politiques passées et aux revendications du Québec. La dualité linguistique serait ainsi davantage perçue comme un problème que comme une richesse.



Linda Cardinal, titulaire de la Chaire de recherche sur la francophonie et les politiques publiques de l'Université d'Ottawa. Photo de l'Université d'Ottawa.

Acteur ou observateur?

Au fil des ans, les communautés francophones à l'extérieur du Québec se sont maintes fois senties menacées dans leur existence même. Elles se sont mobilisées, ont élaboré des revendications et un discours sur elles-mêmes. Les titulaires des chaires de recherche sur la francophonie perçoivent différemment leur rôle dans la construction de ce discours politique.

Jimmy Thibeault, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études acadiennes et francophones à l'Université Sainte-Anne, croit qu'il revient à chaque chercheur de déterminer son degré d'engagement. Lui-même se perçoit plus comme un observateur que comme un acteur de la communauté. Ses travaux ne sont pas pour autant exempts d'incidence politique. « La plupart des recherches sur l'Acadie se mènent à Moncton et portent surtout sur la réalité du Nouveau-Brunswick, illustre-t-il. Or, la communauté acadienne néo-écossaise a elle aussi vécu ses difficultés, par exemple avec l'abolition de circonscriptions électorales traditionnellement acadiennes. Les gens engagés dans la défense de la communauté lisent nos écrits sur ces thèmes. »

M. Frenette tente lui aussi de maintenir une distance critique face à son objet d'étude. Il note toutefois que les chercheurs évoluant dans des milieux minoritaires sont très souvent sollicités par les médias, notamment locaux, pour commenter l'actualité de la communauté. « Il y a un danger de s'autocensurer afin d'éviter de tenir des propos qui ne vont pas dans le sens défendu par les leaders de la communauté, prévient-il. Le rôle d'un universitaire reste de poser des questions que d'autres ne posent pas et de présenter les résultats de recherche tels qu'ils sont. »

D'autres se perçoivent beaucoup plus comme des acteurs de la communauté. « Décider de faire de la recherche sur un milieu minoritaire constitue déjà un engagement, croit M. Miville. Sinon, pourquoi se consacrer à des recherches portant sur une population de 600 000 personnes? » Lui-même n'hésite pas à prendre la plume pour écrire des lettres d'opinion dans des quotidiens ou d'autres publications. Des militants et des organismes reprennent régulièrement ses arguments. Ces derniers reposent sur des résultats de recherche et cela permet non seulement d'inspirer les associations, mais aussi de leur fournir des repères historiques, tels que la tentative d'abolition de l'Hôpital Montfort en 1997 ou encore l'évolution des liens entre les francophones du Québec et ceux du reste du Canada.

« Lorsque la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) évoque la tenue d'[un grand sommet](#) entre le Québec et les communautés francophones et acadienne, cela ne tombe pas du ciel, cela vient en partie de la recherche en histoire sur les États généraux du Canada français tenus de 1966 à 1969, ajoute M. Miville. Il y a eu beaucoup de recherches effectuées sur le sens et les conséquences de cet événement marquant. »

Du côté de la FCFA justement, on admet d'emblée l'importance stratégique cruciale des chaires universitaires consacrées à la francophonie canadienne. Installé à Ottawa, l'organisme travaille de près avec la chaire de recherche de Linda Cardinal et les autres chaires en francophonie, notamment par l'entremise du programme des Alliances de recherche universités-communautés et de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

« Cela nous donne accès à un bassin d'experts sur plusieurs enjeux, note Diane Côté, directrice des relations gouvernementales et communautaires à la FCFA. Les travaux des chaires contribuent à l'élaboration de nos argumentaires et nous aident à construire un regard sur notre avenir. »

La recherche universitaire a par exemple alimenté la réflexion de la Fédération lorsqu'elle a rédigé son mémoire sur le [Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023](#). À l'inverse, la FCFA défend elle aussi des revendications qui pourraient aider les chercheurs. Par exemple,

l'organisme insiste pour que les enquêtes en population générale menées par les ministères comprennent des questions linguistiques, afin de pouvoir extraire des données intéressantes quant à la situation des communautés francophones à l'extérieur du Québec. Les chercheurs bénéficieraient sans nul doute de ces données supplémentaires. À ce titre, elle salue la récente création d'une équipe des langues officielles à Statistiques Canada, dont le rôle consiste justement à fournir ce type d'information.

M^{me} Côté rappelle que son organisme siège au comité organisateur du colloque du Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne depuis ses tout débuts. Cette rencontre vise à faire le pont entre les préoccupations scientifiques, gouvernementales et communautaires et à favoriser l'accès des communautés aux connaissances issues de la recherche.

Adepte de la recherche-action et du dialogue avec la communauté, M. Meunier précise que les rapports entre les chercheurs et les communautés francophones ne sont pas unidirectionnels. Il s'agit d'une collaboration dont les deux parties bénéficient. Les chercheurs aident les groupes à mieux circonscrire les enjeux auxquels ils font face, à mieux définir leurs besoins et à élargir leurs perspectives. De leur côté, les organismes de la société civile contribuent à mieux faire comprendre la réalité du terrain au chercheur. Et lorsque la communauté se sent menacée, par exemple à la suite des récentes coupes du gouvernement Ford, les organismes et les chercheurs tendent à se rassembler pour définir ensemble la voie à suivre.



Construire un savoir en français

La langue de publication des résultats de recherche joue un grand rôle dans ces rapports avec la communauté. Presque tous les chercheurs interrogés dans le cadre de cet article publient uniquement ou très majoritairement en français. « C'est mon devoir de montrer que dans la réalité académique d'aujourd'hui, il reste possible de faire de la recherche de haut niveau en français », avance M. Meunier.

Cependant, les chercheurs reconnaissent que le choix de la langue de la publication devient plus cornélien pour les jeunes en début de carrière. La publication d'articles largement reconnus et cités dans leur discipline joue un rôle important dans la progression de leur carrière, leurs promotions et l'obtention de financement. C'est d'autant plus vrai que les systèmes d'indexation des revues et la bibliométrie jouent un rôle de plus en plus important. Or, à ce petit jeu de la reconnaissance chiffrée, les revues anglophones l'emportent haut la main.

M. Thibeault, qui publie uniquement en français, déplore que les articles scientifiques rédigés dans cette langue n'aient pas la même résonance dans la communauté universitaire canadienne que ceux écrits en anglais. « Il devrait quand même y avoir un écho dans la communauté universitaire anglophone des publications francophones, après tout, les chercheurs francophones tiennent compte de ce qui paraît en anglais », estime-t-il.

C'est d'autant plus important que l'utilisation du français en recherche ne se limite pas à la langue de publication. Les chercheurs francophones misent sur une historiographie, un corpus et des concepts scientifiques originaux, parfois ardu à traduire en anglais. M. Miville, convaincu de l'importance d'une construction du savoir en français, donne l'exemple du concept de « référence nationale » chez le sociologue Fernand Dumont ou celui de « faire société » du sociologue Joseph Yvon Thériault. « Ce sont des concepts essentiels pour comprendre les questions identitaires des francophonies canadiennes et leurs mobilisations, mais ils se traduisent mal », précise-t-il.



Jimmy Thibeault, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études acadiennes et francophones à l'Université Sainte-Anne.
Photo de l'Université Sainte-Anne.

Reste qu'il y a un certain danger d'enfermement. Si l'on ne publie qu'en français, ne risque-t-on pas de prêcher aux convertis, alors qu'il serait judicieux que les anglophones aussi puissent mieux connaître les communautés francophones minoritaires? C'est justement ce que tente d'éviter M^{me} Cardinal en publiant dans les deux langues. « Je choisis la langue de publication en fonction du public auquel l'article s'adresse, dit-elle. Il est important qu'un transfert de connaissances se fasse en français, notamment pour que les communautés francophones y aient accès. Il est aussi utile de publier en anglais pour s'adresser aux Canadiens anglophones et aux communautés de chercheurs à l'international. »

Malgré leur grande utilité, les chaires de recherche sur la francophonie se butent à de nombreux défis. Dans certains cas, il s'agit d'obstacles propres au milieu minoritaire dans lequel elles évoluent. Par exemple, l'Université de Saint-Boniface n'a aucun programme de doctorat et seulement deux de maîtrise, dont l'un ne concerne pas les sujets d'études d'Yves Frenette et l'autre se fait à distance. Dans ce contexte, il devient difficile pour le professeur de remplir sa mission de formation de futurs chercheurs. Pour y arriver, il collabore avec quelques postdoctorants en plus d'agir comme directeur de thèse dans d'autres universités.

La question du manque de ressources est plus généralisée. Les enjeux d'identité culturelle et de langue arrivent loin derrière des thèmes comme l'économie, la politique énergétique ou l'intelligence artificielle dans les priorités des organismes subventionnaires et de plusieurs universités. « Il faut sans cesse se battre pour convaincre de l'importance sociale de financer ces chaires et de se questionner sur les minorités, que ce soit sur les francophones, les Autochtones ou les immigrants, conclut M. Thibeault. Pourtant, la société ne repose pas uniquement sur le développement économique. »